

## MAGHREB

## Le discours à l'épreuve des réalités

## Le président algérien a présenté les principaux axes de son programme le 19 avril dernier au Palais des nations, à Alger. Compte-rendu:

**A** l'accueil, au salon d'honneur, Boualem Bessaïah, président du Conseil constitutionnel, Kaddour Beradja, premier président de la Cour suprême, Abdelkader Bensalah, président du Sénat, Abdelaziz Ziari, président de l'APN, Ahmed Ouyahia, Premier ministre, et les ministres de souveraineté qui l'ont accompagné durant ses deux premiers mandats. Après une courte pause, il entre dans la salle accueillant la prestation de serment.

Dans la salle, où subitement un silence de marbre succède au brouhaha ambiant, se trouvent presque tous les hommes qui forment ce qu'on appelle le pouvoir. Côté militaire, les plus hauts gradés de l'armée sont là. On voit bien le général à la retraite, Mohamed Lamari, en costume, tout souriant à côté du général Betchine.

Pas loin, celui qui lui a succédé à la tête de l'institution militaire après sa « démission » en 2004, à savoir le général de corps d'armée Gaïd Salah, chef de l'état-major de l'armée. Côté civil, on trouve tout le gotha économique qui se greffe à la longue liste des hauts responsables des institutions de l'Etat, des chefs de grandes entreprises publiques, du corps diplomatique et des directeurs de journaux.

Il y a aussi, outre son staff de campagne, les responsables des organisations satellitaires qui ont « contribué » à sa « réélection ». Ses rivaux ne sont pas tous là. Comme d'ailleurs ceux qui se sont opposés à son troisième mandat. Mme Louisa Hanoune, porte-parole du Parti des travailleurs, qui a déclaré avoir été victime d'une « fraude massive » lors de l'élection du 9 avril, n'est pas venue. Les députés de son parti non plus. Fawzi Rebaïne, le malheureux candidat, au bas du tableau du scrutin présidentiel, a également boudé la cérémonie.

Les autres candidats, à savoir Moussa Touati du FNA, Djahid Younsi d'El Islah et Mohamed Saïd du Parti pour la justice et les libertés (P JL, non agréé), sont en revanche présents. Hormis Djamel Fardjellah, les députés du RCD ont, de leur côté, boycotté le cérémonial comme leur parti l'a fait pour la présidentielle.

**Du déjà entendu !**

La salle est cependant loin de tomber dans l'euphorie de 2004. Après avoir fait le serment de respecter les fondements de la République tels que portés dans la Constitution et d'œuvrer pour le bien-être de la nation et la pérennité de l'Etat algérien, M. Bouteflika prononce un discours de près de 20 minutes. Un court discours dans lequel il énumère les principaux axes de sa politique future. Une sorte de feuille de route qui commence par une sorte de constat d'échec. En tout cas, il y dresse un tableau peu reluisant de la situation sociale et du contexte économique. Debout derrière son pupitre, le chef de l'Etat affirme que l'Algérie n'est nullement à l'abri

de la crise économique mondiale, s'éloignant ainsi du discours présentant les importantes réserves de change dont dispose le pays comme un rempart contre l'effondrement de l'économie nationale. Il n'évoque même pas le « plan quinquennal de 150 milliards » qu'il a mis en avant durant sa campagne, soulignant en revanche « la fin de l'ère du pétrole » devenue pour beaucoup plus proche que jamais. Cela, sans que l'Algérie ne s'y soit préparée.

Le président Bouteflika laisse entendre que la tâche est loin d'être une sinécure. Il affirme être « conscient » des « difficultés que continuent de vivre des franges importantes de la population », promettant d'œuvrer à « l'amélioration des conditions de vie des citoyens ». Evoquant le poids du chômage qui pèse lourdement sur le pays, le chef de l'Etat réitère son engagement à créer 3 millions d'emplois. Un tel engagement semble être difficile à tenir au moment où les économies les plus performantes et solides arrivent mal à générer de nouveaux emplois dans un contexte de crise économique sévère. Le Président table ainsi sur la relance de l'économie par des investissements, notamment nationaux.

Investissements qu'on n'a pas pu attirer durant les dix dernières années. Pour ce faire, il s'engage à moderniser l'administration publique et à éradiquer la bureaucratie. Il promet la réforme bancaire et celle de la justice. Du déjà entendu. Mais cette fois-ci, le chef de l'Etat et pour la première fois, évoque le « rôle important » de la presse dans cette bataille anti-bureaucratie. Il lance ainsi une sorte de SOS à l'adresse des journaux, assurant que « la liberté de la presse, qui participe essentiellement (du) projet démocratique, sera pleinement respectée, l'Etat restant déterminé à agir pour faciliter davantage encore, et à tous les égards, l'exercice et le développement de la profession ».

Une promesse qui sonne comme une reconnaissance de la carence en matière de liberté de la presse durant ses deux mandats. Cela, surtout après la pénalisation du délit de presse en 2001. Insistant sur les libertés, dossier qu'il n'a pas abordé pendant sa campagne, le chef de l'Etat rassure quant à l'aide et au soutien de l'Etat à la production intellectuelle et aux créateurs. Ce soutien sera, précise-t-il, consacré par « la pleine ouverture des espaces publics au débat libre et à la libre expression ». Espaces qui ont été totalement fermés aux voix discordantes durant les dix dernières années. Ainsi, le chef de l'Etat, au sommet du pouvoir depuis 1999, tiendra-t-il ses engagements ? Réussira-t-il à réaliser en cinq ans ce qu'il n'a pas pu accomplir en dix ans ? La future composante de son gouvernement renseignera un tant soit peu sur ce qu'il fera durant son nouveau quinquennat.

Par Mokrane Ait Ouarabi, ( El Watan)



## Sauver le marché pétrolier

**L**a visite du secrétaire général de l'Opep, Abdellah El-Badri, à Alger le 25 avril dernier, accompagné par une importante délégation du secrétariat de l'Opep, déplace, fait inédit, le débat à Alger où les discussions en tête à tête, avant d'être élargies aux membres des délégations, se concentreront sur l'examen de la situation du marché pétrolier.

Elles sont déjà considérées comme un prélude à une stratégie de l'organisation qui mesure ses pas en ces temps de grandes turbulences et dont l'impact est, on ne peut visible, sur les cours, l'état des investissements dans le secteur et sur la participation de l'organisation à la reprise de la croissance. Tant de paramètres, avec lesquelles l'actuel président de l'organisation devra compter dans une démarche qui se veut en premier lieu consensuelle, comme établi sous la présidence de Chakib Khelil et dont la ligne de conduite était la préservation des intérêts d'abord des membres adhérents.

En attendant la prochaine tenue de la conférence ministérielle devant se tenir le 28 mai prochain, notre mi-

nistre de l'Energie, aujourd'hui consulté sur nombre de questions, se montre favorable au maintien du plafond de production en prévision d'un regain de redressement de l'économie mondiale.

Une approche qui se trouve déjà être partagée y compris par les grosses pointures de l'organisation dont le deuxième exportateur, en l'occurrence l'Iran, qui a annoncé son soutien à cette perspective qu'il conditionne toutefois par ses craintes de voir le marché suralimenté.

Chakib Khelil, dont le parcours à la tête de l'organisation depuis le premier janvier de l'année dernière n'a pas été de tout repos eu égard à la gestion de la crise ayant occasionné une chute brutale du prix du baril durant l'automne dernier, a eu aussi à gérer l'indiscipline qui a prévalu auparavant quant au respect des quotas de production et des décisions de l'organisation. Si l'Iran s'inquiète aujourd'hui et pose le préalable de suralimentation, comme facteur concourant à la question de réduction de la production, lors de la réunion prochaine, c'est que les faits sont indéniables.

Entre 500 000 et un million

de barils par jour de pétrole seraient injectés en plus sur le marché, ce qui ne peut qu'altérer la crédibilité de l'Organisation. Son président n'a eu de cesse de tirer sur la sonnette d'alarme, allant jusqu'à considérer caduc tout recours aux coupes dans la production au cas où les décisions continuent de ne pas être respectées. «Ca ne sert à rien de les prendre» puisqu'elles ne seront d'aucun effet sur le marché, a soutenu Chakib Khelil qui a imposé le bulletin mensuel comme référence pour permettre la transparence et situer les responsabilités.

Pour rappel, il a été opéré une réduction globale de 4,2 millions de barils par jour durant les réunions de septembre, novembre et décembre 2008.

Une approche qui se trouve également soutenue par les analystes, dont la revue Pétrole et Gaz Arabe qui explique : pour parvenir à un baril à 70 dollars, il faudra que les membres de l'Organisation fassent preuve de discipline en s'en tenant au strict respect de leurs engagements.

Source: Samira Mana